



**NON A LA CASSE  
DU CODE DU  
TRAVAIL !**

**RETRAIT DU  
PROJET DE LOI !**

## **C'EST PAS MOI ! C'EST PAS MOI !**

Depuis deux mois, le projet de loi VALLS – GATTAZ – BERGER n'en finit pas d'entraîner des réactions du Premier Ministre et du gouvernement ... toujours contre les autres.

Contre les députés « contestataires » qui seraient dans l'obstruction et l'affrontement.  
Contre les étudiants et les lycéens, qui ne savent pas reconnaître tout ce que le bon Premier Ministre leur a accordé et qui continuent dans la rue à exiger le retrait du projet de loi.  
Contre bien évidemment, les organisations syndicales accusées de radicalisation et qui seraient responsables des violences en marge des manifestations.

C'est tout juste s'il ne reproche pas aujourd'hui à Blum d'avoir trop lâché pendant le front populaire et à Jaurès d'avoir représenté la classe ouvrière et de s'être mobilisé avec elle. Notamment contre la guerre.

Décidemment, il ne reste plus à ce gouvernement déconsidéré que les 74% de Français qui ne sont pas d'accord avec le projet de loi travail sont des fauteurs de trouble qu'il faut envoyer aux galères.

C'est vrai qu'il peut se permettre le Premier Ministre, lui qui a été si clair lorsque ce projet de loi a été annoncé, lui qui a tout fait pour que de réelles négociations s'engagent, lui qui a donné tous les gages au patronat dans le cadre de ces déclarations aux universités d'été du MEDEF, lui qui n'a jamais admis que des organisations syndicales puissent ne pas être d'accord avec son projet, lui qui a donné le sentiment que les rapports d'experts comme celui de M. BADINTER et quelques autres ne pouvaient souffrir de la moindre réserve parce qu'ils étaient des rapports « d'experts ».

On a quand même quelques inquiétudes au sein de la CLASSE OUVRIERE, on se dit que si nous continuons à désobéir et à exiger le retrait du projet de loi, au lieu d'envoyer les sous-marins nucléaires en Australie, il peut nous les envoyer Place de la République ou face à nos manifestations.

Une chose est sûre, la démocratie est pour le mouvement syndical trop importante pour que nous ne continuions pas notre combat contre un recul historique de 150 ans que ce Premier Ministre concrétiserait bien à coup de 49/3.

Nous sommes les héritiers de la commune de 1871 des conquêtes sociales portées par Jaurès, par le front populaire, par toutes les négociations conduites et qui ont donné à la France un véritable « modèle social » permettant l'égalité de traitement et le progrès social.

Monsieur le Premier Ministre, les casseurs des manifestations n'ont rien à voir avec le syndicalisme tel que nous le concevons, pas plus d'ailleurs que ceux que nous avons connu contre le CPE et en 1995.

Notre engagement, notre responsabilité s'affirment à chaque manifestation où les organisations syndicales organisatrices assurent la sécurité de plusieurs de dizaines de milliers de manifestants, où notre service d'ordre composé de salariés n'a jamais failli et à toujours assuré avec calme et détermination la conduite des manifestations.

Les organisations, « hyper-radicalisées » comme vous le dites, ont toujours été opposées aux guerres, à toutes les guerres, y compris celles que vous conduisez aujourd'hui, ont toujours été opposées aux violences quelles qu'elles soient et qui touchent ceux qui vivent de leur force de travail quelles que soient les corporations et le secteur dans lesquels ils sont au service de notre pays.

Au lieu de dire continuellement que c'est la faute des autres, posez-vous la question et les raisons pour lesquelles cela se passe aussi mal.

Votre projet de loi est mauvais, on n'en veut pas, retirez-le, c'est vous qui portez la responsabilité des grèves, des manifestations. S'obstiner contribuera à ce que vous portiez encore la responsabilité de nouvelles grèves, de nouvelles manifestations, de nouvelles violences.

Nos actions sont justifiées 74% des Français sont avec nous - Vous savez... ceux dont le Président de la République dit régulièrement qu'ils veulent des réformes !!!

Paris, le 06 mai 2016